

N°391 du 16 Juin 2014



SOMMAIRE

CINU : Journée Mondiale de l'Environnement au Sénégal : l'île de Gorée menacée	1-2
ONU : Message du Secrétaire Général de l'ONU à l'occasion de la célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement	3
OMS : Le Sénégal lauréat du Prix de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour la lutte anti-tabac 2014.	4-5
ONU-FEMMES : Panel régional de haut niveau pour mettre fin aux violences sexuelles en temps de conflits.	6-7
HCR : Il survit malgré une blessure profonde à la tête par un coup de machette.	8-9
En bref : Le Bureau régional de l'UNESCO—BREDA, déménage à un jet de pierre de l'hôtel Ngor Diarama	10

Journée Mondiale de l'Environnement au Sénégal l'île de Gorée, menacée



Gorée, île mythique, chargée d'histoire, a servi de cadre cette année pour la célébration de la journée mondiale de l'Environnement 2014 (JME). Tôt le matin, les écologistes ont pris d'assaut la chaloupe de Gorée, bercés par les vagues de l'océan atlantique, les étudiants de l'Institut des Sciences de l'Environnement (ISE) et leurs partenaires ont consacré une journée entière pour voler au secours de l'île à travers une opération de reboisement et d'une collecte des déchets plastiques suivie d'une campagne de sensibilisation des insulaires.



Le thème de cette année portait sur : « *Elevez votre voix pas le niveau de la mer* » est contextualisé par les universitaires pour être en phase avec nos réalités locales. C'est ainsi qu'ils ont travaillé avec le sous-thème suivant : « *Protéger la côte, c'est protéger la vie de millions de sénégalais* ». Le Sénégal avec plus 700 kilomètres de côte, est classé au 45^{ème} rang des pays les plus vulnérables à une accélération de l'élévation du niveau marin de 1m sur les 181 examinés, selon les premières études de vulnérabilités réalisées à l'échelle mondiale. De ce fait, le Sénégal apparait comme un pays très vulnérable aux conséquences

Ce bulletin est publié par le Centre d'Information des Nations Unies pour le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal. Adresse : Lot N°20, Route des Almadies, en face Hôtel Azur - BP 154 Dakar (Sénégal). E-mail : unic.dakar@unic.org — Site Web : [http : //dakar.sites.unicnetwork.org](http://dakar.sites.unicnetwork.org)

NB : les opinions exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles de l'ONU

Développement durable



Le Directeur de l'Institut des Sciences de l'Environnement (ISE) devant la presse

d'une accélération de l'élévation du niveau de la mer. Selon Bienvenue Sambou, Directeur de l'Institut des Sciences de l'Environnement (ISE) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) « **le reboisement est un acte louable ; mais ce qui est plus important c'est le suivi** ». Il a estimé qu'il faut « **miser sur la sensibilisation, la communication, pour faire de l'université, un espace propre et écologique avec la synergie de toutes les composantes** ». Il a rappelé le cas des sites vulnérables à l'image de Rufisque, Bargny, Djifer, Saint Louis, Mbour, et Gorée qui, selon lui, n'ont pas fait l'objet de recherche scientifique.

Après un dur labeur de reboisement et de collecte de déchets plastiques à travers l'île sous un soleil de plomb, les écologistes observent une pause bien méritée durant laquelle un film sur l'érosion côtière à Gorée est projeté. Dans l'après-midi, une randonnée pédestre a permis aux écologistes de visiter les coins et recoins de l'île avec des messages

Pour le Représentant du Maire, une stratégie de suivi est déjà mise en



Reboisement de la mosquée de l'île de Gorée par les écologistes de l'Université Cheikh Anta Diop

Après un dur labeur de reboisement et de collecte de déchets plastiques à travers l'île sous un soleil de plomb, les écologistes observent une pause bien méritée durant laquelle un film sur l'érosion côtière à Gorée est projeté. Dans l'après-midi, une randonnée pédestre a permis aux écologistes de visiter les coins et recoins de l'île avec des messages

forts de sensibilisation à l'endroit des populations.



Randonnée pédestre à travers l'île de Gorée

Faudrait-il rappeler que la Journée mondiale de l'environnement de 2014 coïncide avec l'année internationale des petits Etats insulaires en développement, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies. C'est une bonne opportunité pour la communauté internationale de : « **faire mieux connaître les besoins particuliers de cette catégorie diversifiée de pays dans le cadre d'une réflexion globale sur la voie à suivre pour préparer un avenir viable au profit de toute l'humanité** » a déclaré Ban Ki-moon, Secrétaire Général de l'ONU dans son message à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale sur l'Environnement 2014.

Les Etats insulaires comptent 63 millions d'habitants et constituent des destinations touristiques très prisées à cause de leur magnifique beauté naturelle et leur richesse culturelle appréciées à travers le monde. Ils contribuent peu aux émissions de gaz à effet de serre (environ 1%) ; paradoxalement ils sont les premières victimes des conséquences du changement climatique. « **La planète Terre est notre île commune. Unissons nos forces pour la protéger** » a conclu Ban ki-moon.

Développement durable

Message du Secrétaire général des Nations Unies à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement.

La Journée mondiale de l'environnement de 2014 tombe pendant l'Année internationale des petits États insulaires en développement, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies afin de faire mieux connaître les besoins particuliers de cette catégorie diversifiée de pays dans le cadre d'une réflexion globale sur la voie à suivre pour préparer un avenir viable au profit de toute l'humanité.

Les petits pays insulaires de notre planète, qui comptent plus de 63 millions d'habitants, sont des destinations touristiques prisées dont l'extraordinaire beauté naturelle, la vitalité culturelle et les musiques sont appréciées dans le monde entier. S'ils

sont petits par leur superficie totale, ils n'en sont pas moins les grands gardiens des richesses naturelles de la terre et de la mer. Ils jouent un rôle capital dans la protection des océans et beaucoup sont des joyaux de biodiversité qui abritent quelques-uns des plus riches réservoirs de plantes et d'animaux de la planète.

Malgré leurs atouts, les petits États insulaires en développement sont confrontés à des difficultés de tous ordres. Nombre d'entre eux sont pénalisés par un isolement géographique qui compromet leur capacité à s'intégrer dans les circuits d'approvisionnement mondiaux, renchérit le coût de leurs importations (notamment pour l'énergie) et limite leur compétitivité dans le secteur du tourisme. Beaucoup sont de plus en plus vulnérables aux effets du changement climatique – notamment les tempêtes dévastatrices ou l'élévation du niveau de la mer.

Les petits États insulaires en développement ont peu contribué au changement climatique. Leur production annuelle globale de gaz à effet de serre représente moins de 1 % des émissions mondiales, mais leur position sur la ligne de front a catapulté beaucoup d'entre eux au premier rang dans la négociation d'un nouvel accord juridiquement contraignant sur le climat pour 2015. D'autres font œuvre de pionniers dans le domaine de la prévention des catastrophes et de la préparation aux situations d'urgence et s'emploient à atteindre la neutralité climatique grâce aux énergies renouvelables et à d'autres solutions.

Les petits pays insulaires comprennent tous que nous devons mettre notre planète sur les rails d'un avenir viable. Cette réalité exige l'engagement de tous les secteurs de la société dans tous les pays. À l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, des millions de particuliers, de groupes communautaires et d'entreprises du monde entier participent à des projets locaux – qu'il s'agisse de campagnes de nettoyage, d'expositions artistiques ou d'opérations de plantation d'arbres. Cette année, je demande à chacun de songer au sort des petits États insulaires en développement et de s'inspirer de leur détermination à atténuer les effets du changement climatique, à devenir plus résilients et à construire le monde de demain. Tous ensemble, préparons un avenir vert. La planète Terre est notre île commune. Unissons nos forces pour la protéger.



Ban Ki-moon, Secrétaire Général de l'ONU

Le Sénégal lauréat du Prix de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour la lutte anti-tabac 2014

La célébration de la Journée mondiale sans tabac, le 31 mai 2014, sur le thème « *Augmenter les taxes sur le tabac, faire baisser le nombre de morts et de malades* », a été marquée au Sénégal par la présentation de l'argumentaire en faveur d'une taxation plus forte et plus efficace des produits du tabac en Afrique de l'Ouest. Cet argumentaire a été élaboré par le Consortium pour la Recherche économique et sociale (CRES) de l'Université de Dakar.

Selon le Pr Abdoulaye Diagne, Directeur exécutif du CRES, « *les faibles taux de taxation du tabac pratiqués dans les pays membres de la CEDEAO et de l'UEMOA ont pour conséquences : la contrebande, la fraude et l'évasion fiscales, la forte attractivité de la CEDEAO pour l'industrie du tabac, l'anéantissement des effets des lois et règlements anti-tabac, avec une prévalence et une intensité du tabagisme en hausse parmi les jeunes, les femmes, les personnes démunies* ».



Les bénéfices engrangés par l'industrie du tabac dans la sous-région ouest africaine sont nettement supérieurs aux recettes fiscales sur le tabac collectées par ces pays. Une réforme de la fiscalité est donc impérative pour l'ensemble des pays afin de maîtriser la consommation de tabac. Le CRES souhaite la mise en place d'une taxe spécifique uniforme, plus simple et équitable, à toutes les catégories ou marques de cigarettes.

De gauche à droite : le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, le Directeur exécutif du CRES, le Représentant de l'OMS et le Secrétaire général du département de la Santé.

Dans son allocution, le Dr Alimata Jeanne Diarra-Nama, Représentant de l'OMS, a félicité le Directeur exécutif du CRES pour le Prix OMS de la lutte anti-tabac 2014 qui lui a été décerné en reconnaissance de la qualité de ses travaux de recherche dans le domaine de la lutte anti-tabac au Sénégal et dans la sous-région. A propos du thème de la JMST 2014 « *Augmenter les taxes sur le tabac, faire baisser le nombre de morts et de malades* », le Représentant de l'OMS a indiqué qu'il s'agit de mener des actions de plaidoyer pour que les gouvernements portent les taxes sur le tabac à des niveaux qui réduisent la consommation de tabac. En effet, sur la base des données de 2012, l'OMS estime qu'une augmentation des taxes de 50% permettrait à l'ensemble des pays de réduire le nombre des fumeurs de 49 millions au cours des trois prochaines années et de sauver en fin de compte 11 millions de vies.

L'Afrique doit apporter la réponse adéquate à la consommation du tabac qui appauvrit le fumeur et sa famille qui est ainsi privée des besoins les plus élémentaires. L'usage du tabac entraîne aussi pour les pays l'augmentation des dépenses de santé. Les maladies et les décès liés au tabac frappent souvent des consommateurs dans la force de l'âge, en pleine activité professionnelle, affectant leur productivité et leur revenu. L'expérience de certains pays, comme l'Afrique du Sud, montre que lorsque les prix du tabac sont en hausse, la consommation est en baisse, alors que les recettes fiscales augmentent.

Santé

Ce qui permet aux Etats de disposer de ressources financières supplémentaires pour réduire les inégalités d'accès à la santé et de renforcer les systèmes de santé.

La cérémonie de célébration de la Journée mondiale sans tabac a été présidée par Mme le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, Mme Khoudia Mbaye, assurant l'intérim de Mme le Ministre de la Santé et de l'Action sociale. **« Nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt, les plaidoyers engagés des écoliers et de la jeunesse qui résonnent comme un cri du cœur et l'argumentaire du CRES qui nous interpellent pour l'accélération du processus d'adoption de nouvelles directives harmonisées et mieux adaptées aux préoccupations de**



développement sanitaire dans les espaces communautaires de l'UEMOA et de la CDEAO », a déclaré le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat. **« Des prix plus élevés dissuadent les jeunes de consommer du tabac et encouragent les fumeurs adultes à arrêter de fumer. Les fumeurs ne font pas exception à la loi de l'économie selon laquelle, la demande d'un produit baisse à mesure que son prix augmente, malgré la forte dépendance liée à l'usage du tabac »,** a ajouté le Ministre.

Auparavant, le Représentant des élèves et étudiants, Mlle A. Bâ, élève en 4e secondaire à l'Ecole Soumbédioune, a souhaité que **« l'Etat augmente de façon sensible et régulière la taxation du tabac afin que les prix des cigarettes soient hors de portée des jeunes, des femmes et des personnes démunies et que l'industrie du tabac restitue l'argent qu'elle ponctionne sur les revenus déjà très faibles des ménages ».**

De son côté, la Présidente de la Commission Santé, Affaires sociales et Solidarité nationale (CSAFSN) de l'Assemblée nationale du Sénégal a remercié le Ministère de la Santé et l'OMS leur encadrement qui ont permis aux parlementaires de mieux comprendre les enjeux socio-économiques du tabagisme et de voter la nouvelle loi anti-tabac. Mme Awa Dia Thiam a lancé un appel aux députés, aux responsables d'institutions nationales, aux ONGs et aux citoyens à s'investir pour l'application diligente de la nouvelle loi anti-tabac et à soutenir fortement les actions de prévention envers les jeunes.

Maître Aliou Sow, le Président du Conseil national de la Jeunesse du Sénégal (CNJS), a, quant à lui, insisté sur la mission de protection et de promotion de la santé des citoyens qui incombe aux pouvoirs publics. **« Au-delà des actions de plaidoyer et de sensibilisation, les organisations de la société civile doivent s'orienter de plus en plus vers la saisine de la Justice devant les agissements de l'industrie du tabac et les pouvoirs publics doivent mettre en place les mécanismes adéquats »,** a soutenu Me Sow.



Le Panel Régional de Haut Niveau pour mettre fin aux violences sexuelles en temps de conflits clôturé par une déclaration finale à Dakar.

En marge du sommet mondial pour *“Mettre fin aux violences sexuelles en temps de conflits”* qui a eu lieu du 10 au 13 Juin 2014, à Londres- Grande Bretagne, un panel régional de haut niveau sur le même thème a été organisé conjointement par l’ambassade de Grande Bretagne et ONU Femmes, en partenariat avec l’Association des Juristes Sénégalaises (AJS) et le Comité scientifique préparatoire du XV^{ème} Sommet de la Francophonie.

Le Sommet mondial pour éliminer la violence sexuelle dans les conflits fait suite à la Déclaration d'engagement pour mettre fin à la violence sexuelle dans les conflits qui, à ce jour, a été approuvé par 138 pays. L'objectif est de traduire cet engagement en actions concrètes qui apporteront des changements sur le terrain, et des progrès en vue de mettre la fin à la culture de l'impunité associée à la violence sexuelle, et en particulier l'utilisation du viol comme arme de guerre dans le monde entier.

“La violence sexuelle a considérablement augmenté en Sierra Leone dans l’après guerre que le pays a connu” a déclaré le Dr Bernadette Lahai, une parlementaire

de la Sierra Leone, qui en est à son troisième mandat d’élue locale et qui a partagé les leçons tirées des années de guerre dans son pays. Elle citera plusieurs exemples de mesures concrètes prises en Sierra Leone tels que le *“Domestic Act”* de 2007 ou le *“Sexual Offences Bill”* de 2012. Le panel a réuni plus d'une centaine de participants et hauts cadres du gouvernement, des Nations Unies, du corps diplomatique et des représentants – des forces armées, des acteurs et actrices de la société civile œuvrant pour les droits des femmes et des enfants, des autorités élues, et des professionnels et experts en provenance du Cameroun, de la République centrafricaine (RCA), du Mali, du Sénégal et de la Sierra Leone. Le Panel s'est penché sur les différents contextes de conflit, les formes de violence sexuelle, les données et les différentes réponses aux survivants. Il a permis de partager les expériences, identifier les principaux défis et apporter des recommandations fortes pour des actions et autres mesures afin d’apporter des changements dans la lutte continue pour mettre fin aux crimes sexuels violents, la violence basée sur le sexe et l'impunité. Les discussions ont porté sur les thèmes suivants : **« causes et conséquences des conflits marqués par la répercussion de la violence sexuelle »** ; le « continuum de la violence, et **« les Procédures Standards Opérationnelles et les questions transversales »** comme un outil pour accélérer la réponse à la prise en charge médico-légale et psychosociale, avec plusieurs partages de cas issus du Mali, RCA, Cameroun, et de la Casamance (Sénégal). L'événement est clôturé après une série de recommandations qui ont permis l'adoption d'une déclaration finale.



Mme Odera, Directrice Régionale pour l’Afrique de l’Ouest et du Centre avec le Ministre des forces armées

«*Ce qui se passe ailleurs peut se passer chez vous. Il faut un Etat fort pour protéger ses frontières et il faut une armée forte pour protéger ses populations* » a affirmé Lea Koyassoum, Vice Présidente au Conseil National de Transition en République Centrafricaine. «*A Bangui, un récent rapport non confirmé indique qu'au moins 6 femmes sont violées par jour, dans la capitale* » conclut t-elle.

Le Panel de Dakar aura permis tout au long d'une journée de partager les expériences issues de la sous région et en Afrique, d'identifier les principaux défis et d'apporter des recommandations fortes pour une action collective qui puisse apporter des changements clés dans la lutte continue pour mettre fin aux crimes sexuels, a la violence sexuelle, et l'impunité qui en découle.

«*La violence sexuelle est un crime dans n'importe quelle langue, n'importe quel contexte, n'importe quel conflit, Il est temps d'agir* » a affirmé

SEM John Marshall dans son discours. Les conséquences des conflits violents et l'instabilité économique et sociale sont des problématiques jusque-là intensément étudiées et documentées. Parmi les conséquences les plus évidentes induites par les conflits figurent la pauvreté et le chômage galopants, la mise en péril des systèmes de production alimentaire ainsi que des services sociaux, les mutations des relations de genre, avec pour conséquence, un renversement de la charge sociale sur les femmes et les filles.

Cet évènement s'insère également dans le processus de mise en œuvre des processus opérationnels standards (POS) sur les violences basées sur le genre dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre, et en line avec le thème "*Femmes et Conflits Armés*" dans le cadre de la Campagne mondiale Beijing+20, lancée par ONU femmes pour commémorer les 20 ans d'évaluation de la plateforme phare d'action de Beijing, relative aux droits des femmes et filles.



Réfugiés

Il survit malgré une profonde blessure à la tête par un coup de machette.

Ibrahim, sept ans, joue non loin de sa mère à Gbiti, une ville frontalière camerounaise. Il se comporte comme tous les enfants de son âge mais lorsqu'il se retourne, les visiteurs sont surpris par la profonde cicatrice qu'il a sur la tête. Cette vilaine blessure provoquée par un coup de machette lui rappellera toute sa vie son combat contre la mort après avoir été victime des miliciens, de l'autre côté de la frontière dans son pays natal, la République centrafricaine. Il doit la vie à la rapidité d'intervention du personnel du HCR au Cameroun, qui a repéré sa terrible blessure alors qu'il traversait la petite rivière marquant la frontière avec la République centrafricaine. Une partie de son crâne a été coupée, exposant l'os et une partie de son cerveau à vif.



Le HCR l'a transporté d'urgence vers l'hôpital de la ville de Bertoua, à trois heures de route de Gbiti. Le transfert s'est effectué extrêmement rapidement. En plus de sa blessure ouverte, le garçon souffrait de malnutrition et il était très faible après une marche forcée à travers la brousse avec ses parents, en quête de sécurité vers le Cameroun. « *Ces deux derniers mois, il ne pouvait pas dormir, il n'arrêtait pas de pleurer* », déclare Djoumba, sa mère.

Ibrahim et sa mère Djoumba à Gbiti au Cameroun. Il a été soigné pour une profonde blessure à la tête suite à un coup de machette.

La plupart des personnes qui arrivent à Gbiti sont épuisées et physiquement très affaiblies, après avoir fui des attaques brutales d'hommes armés contre leurs maisons. Beaucoup souffrent de plaies profondes ou de blessures par balles, mais ils se disent chanceux d'être en vie. Des hommes armés attaquent hommes, femmes et enfants. Rares sont ceux qui pourraient survivre à une blessure aussi grave que celle infligée à Ibrahim.

Le HCR et ses partenaires font leur possible pour venir en aide aux milliers d'arrivants centrafricains qui transitent par Gbiti, avec notamment des soins de santé tout particulièrement aux personnes souffrant de malnutrition, mais aussi aux blessés. Ceux qui ont besoin d'être hospitalisés sont transférés à Bertoua, les autres sont transportés vers des camps de réfugiés. Sans l'assistance du HCR et de ses partenaires, comme Médecins Sans Frontières, beaucoup mourraient.

Comme beaucoup d'habitants de régions rurales, les parents d'Ibrahim pensaient sûrement que le conflit intercommunautaire ayant éclaté en décembre dernier à Bangui ne viendrait jamais jusqu'à eux. Mais il y a deux mois, lorsqu'Amadou, le père d'Ibrahim était parti s'occuper du bétail, un groupe de miliciens est entré chez eux.

«Ils m'ont trouvée à la maison avec mes enfants; ils ont rassemblés tous les petits et les ont massacrés à la machette. Ils ont tué six personnes, dont cinq enfants sous mes yeux», explique Djoumba, âgée de 30 ans. **«Ibrahim était parmi les six enfants qu'ils ont attaqués. Lorsqu'ils l'ont blessé à la machette, ils ont pensé qu'il était mort.»**

Les intrus voulaient également kidnapper Djoumba mais ils l'ont abandonnée derrière eux car elle a résisté. **«Ils m'ont laissé gisant sur le sol à côté d'Ibrahim. Peu de temps après, j'ai réalisé que Ibrahim respirait encore»,** explique-t-elle.

Lorsqu' Amadou est rentré chez lui, il a retrouvé sa femme et son fils blessé et il a immédiatement décidé de quitter leur village en quête de sécurité au Cameroun. Il ne pouvait pas soigner Ibrahim, mais il a lavé sa plaie avec de l'eau chaude autant que possible pour tenter de réduire le risque d'infection. Mais ses parents pensaient qu'Ibrahim finirait par mourir. **«Nous avons marché jour et nuit pendant deux mois. Quand nous arrivions à une rivière, nous nous reposions un peu avant de la traverser. Nous avons bu l'eau des rivières et mangé la viande de vaches mortes que nous avons trouvées en chemin. Les vaches mourraient également de faim»,** indique Djoumba.

Malgré tout, ils ont tous atteint la frontière en vie. Ils ont eu la chance de traverser la frontière camerounaise là où le personnel du HCR était présent et en mesure de transférer immédiatement Ibrahim à l'hôpital afin de lui prodiguer les soins dont il avait tant besoin. Il a été autorisé à quitter l'hôpital un mois après et il a rejoint sa famille à Gbiti, où ils avaient construit un abri en attendant d'être transférés au camp de réfugiés de Mbile, plus à l'intérieur du Cameroun. Quelque 20 000 réfugiés ont transités par Gbiti et le transfert de toute cette population prend du temps.

Aujourd'hui, la blessure d'Ibrahim est guérie et il joue volontiers avec de nouveaux amis. Il n'y a pas eu de lésions cérébrales permanentes, mais il pourrait avoir besoin d'un accompagnement psychologique suite à ce traumatisme. Il a eu de la chance, mais il a probablement eu également la ferme volonté de se battre pour survivre. Quand il arrivera au camp de réfugiés, il pourra retourner à l'école.

Beaucoup d'enfants fuyant la brutalité en République centrafricaine ne se rendent pas dans les pays voisins comme le Cameroun, où le HCR, MSF et d'autres acteurs humanitaires fournissent une assistance d'urgence, y compris un abri et des soins de santé. Ils meurent au cours d'attaques, de faim ou de maladie en chemin vers la sécurité.

En bref

le Bureau régional de l'UNESCO pour les pays du Sahel (BREDA) a déménagé à Ngor, à un jet de pierre de l'Hôtel Ngor Diarama.

En bref



Nouveaux locaux du Bureau régional de l'UNESCO-BREDA
Route de Ngor-Enceinte Hôtel Ngor Diarama

Après près de 45 années passées dans le centre-ville de Dakar, le Bureau régional de l'UNESCO pour les pays du Sahel (plus connu sous l'acronyme BREDA) a déménagé à Ngor, à un jet de pierre de l'Hôtel Ngor Diarama.

Désormais l'UNESCO partage le nouvel espace avec l'UNOWA, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, ainsi que Bureau de l'Envoyé Spécial pour le Sahel. Ceci entre dans le cadre des efforts déployés pour rapprocher les différentes agences des Nations Unies afin de renforcer la coopération, dans le cadre de la réforme de l'ONU, « *Unis dans l'action* »

Le Bureau de l'UNESCO Dakar couvre sept pays de la sous-région, à savoir le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger et le Sénégal. Le bureau abrite également la coordination régionale pour l'Afrique subsaharienne de l'Institut statistique de l'UNESCO, ainsi que l'IPE - Pôle de Dakar.

Le BREDA depuis 1970

Le Bureau de Dakar a été créé en 1970 pour faire face à la planification de l'éducation en Afrique subsaharienne. Progressivement, il a étendu ses activités à d'autres sous-secteurs de l'éducation, ainsi que d'autres domaines de compétence (sciences, sciences humaines et sociales, culture, communication et information) de l'UNESCO. Aujourd'hui, l'UNESCO à Dakar est un bureau multisectoriel, bien que l'éducation demeure son domaine d'intervention prioritaire.

Nos nouvelles coordonnées :

**Route de Ngor
Enceinte Hôtel Ngor Diarama
BP 3311 Dakar Sénégal
Téléphone: (221) 33 864 96 00
Email: dakar@unesco.org**

Le Centre de recherche de l'UNESCO à Dakar (anciennement Centre de documentation) est ouvert sur rendez-vous le mardi et le mercredi. Pour prendre rendez-vous, veuillez contacter Mme Diop ml.diop(a)unesco.org.